

ARGUMENT DE BASE DU SEMINAIRE.

1. - OBJECTIFS.

Le séminaire se propose de resserrer les liens privilégiés entre archéologues oeuvrant dans les Etats Membres du CICIBA en particulier, dans les états de langue bantou en général. Ceci se réalisera en renforçant le réseau déjà créé par le bulletin de liaison NSI, en mettant en place une association régionale des archéologues, par la création d'une revue d'archéologie bilingue où les rapports de fouilles notamment seront diffusés, et enfin à court terme en permettant à ces chercheurs de dialoguer entre eux et de créer des contacts personnels, seuls à même de relancer la recherche par la création de projets inter-étatiques. C'est donc à une véritable réorientation de la recherche que l'on doit aboutir. Sur un autre plan, outre un bilan des recherches, le Séminaire fera aussi le bilan des difficultés rencontrées pour un développement harmonieux de l'archéologie contemporaine et de son intégration dans les processus de développement de la région. Il devra impulser un changement de politique de la recherche archéologique, point d'appui de la future maturité de cette discipline dans la région.

2. - JUSTIFICATIONS.

L'archéologie dans la région et dans les Etats-Membres du CICIBA, malgré des efforts certains tant individuels qu'institutionnels, en est encore à ses débuts par rapport à l'archéologie contemporaine telle que vécue ailleurs. Les lacunes de cette recherche sont criantes : absence de crédits de recherche, absence de postes budgétaires pour des archéologues et des techniciens, rareté des législations sur la conservation du patrimoine national, rareté des inventaires du patrimoine national, rareté des enseignements universitaires en archéologie dans les Etats-Membres, isolement relatif des chercheurs dans leurs états respectifs - isolement partiellement rompu depuis 1987 grâce au bulletin de liaison NSI - rareté des stages de terrain pour les étudiants se destinant à la discipline dans ces états, absence de réunions régionales réunissant les archéologues, absence depuis un certain temps du Congrès Panafricain d'Archéologie, ... C'est à tous ces points d'importance certaine que le Séminaire apportera ne fut-ce qu'un début de réponse et de solution.

3. RESULTATS ATTENDUS.

3.1. Faire le bilan de l'archéologie dans la zone bantou et décider des voies et moyens à mettre en oeuvre pour développer cette discipline dans la région concernée. Le Séminaire devra donc :

a) dresser la liste des institutions - universités, musées, instituts - où l'archéologie est représentée; quantifier les moyens - financiers, humains, administratifs - mis en oeuvre au service de la discipline dans ces institutions.

b) faire le bilan de la recherche et de la formation des archéologues futurs: existence de programmes nationaux de recherche, filière de formation des archéologues, programmes des enseignements.

c) enfin faire le bilan de la position des archéologues dans leurs actions quotidiennes: les besoins en archéologues pour les années à venir, leurs statuts dans les administrations nationales, la perception que l'on a d'eux dans l'environnement culturel de leur pays, enfin et surtout les moyens de leur action dans un environnement de conjoncture économique défavorable alors que nous rentrons dans la Décennie Mondiale de la Culture.

3.2. Redéfinir une politique globale de l'archéologie en vue de la revalorisation et de la réappropriation des patrimoines bantou :

a) tout d'abord au niveau recherche et formation il semble nécessaire de généraliser la présence d'institutions nationales dans chaque pays, institutions ayant des programmes de recherche concrets et assurant aussi le renouvellement et le développement de l'archéologie.

b) mais aussi et cela est fondamental, définir une politique concrète de production et de diffusion culturelle en aval de la recherche. C'est cette politique post-recherche qui doit véritablement assurer la réappropriation culturelle par une large diffusion au sein des peuples de la zone. Cette politique passe inévitablement par une véritable prise de conscience des Etats de la nécessité de prendre en compte le patrimoine national où les sites et les monuments devront faire l'objet d'un classement à l'instar de ce qui a été décidé à la table-ronde Kongo-Teke de Luanda à propos de Mbanza Kongo. Une législation doit donc être mise sur pied dans cette optique où l'archéologie de sauvetage aura un rôle fondamental, point de départ de la mise en valeur du patrimoine culturel.

On peut d'ores et déjà retenir :

- au niveau de l'enseignement primaire et secondaire l'intégration des apports nouveaux de l'archéologie à la connaissance des peuples bantou. La quasi-totalité des manuels scolaires date d'une décennie, si pas plus ; cette intégration permettra la réactualisation des manuels dont certains datent d'une décennie.

- au niveau de la vulgarisation, il est nécessaire, par des expositions itinérantes, des émissions de radio et de télévision, de faire valoir ce patrimoine auprès des populations qui, malgré bientôt trois décennies d'indépendance pour certaines, n'ont pas encore pris conscience de la richesse de leur passé ; elles n'attendent que cela.

- au niveau de l'artisanat, la diffusion de techniques et surtout de motifs artistiques anciens ne peut qu'apporter un souffle nouveau au moment où l'on veut redynamiser cet artisanat.

- au niveau des musées, leur restauration où même leur création ne pourront que profiter de l'apport des recherches archéologiques en mettant à la portée de tous les résultats de fouilles.

- au niveau des sites et monuments, la réalisation d'un inventaire des biens culturels - comme l'a déjà fait en partie l'Angola - assurera le sauvetage du patrimoine et favorisera par la même occasion le tourisme. On doit escompter des retombées économiques de cette politique par exemple par la mise en valeur de grands sites historiques - Zimbabwe, Mbanza-Kongo par exemple - et de musées.

- au niveau de la documentation, il faut prévoir une centralisation de la documentation primaire, non seulement écrite, mais aussi audio-visuelle : diathèque, films vidéo...

3.3. Resserrement des liens entre les archéologues de la zone par la création d'un réseau ce qui est la vocation du bulletin de liaison NSI du CICIBA. C'est par le biais d'un tel réseau que pourront circuler les informations, les découvertes ; c'est par lui que pourront s'harmoniser les législations, les statuts, les politiques. La concrétisation de ce réseau doit être la création d'une association des archéologues du monde bantou. Cette association regroupera tous les archéologues de la zone soucieux de l'avenir de la discipline et conscients de son importance pour la restitution de l'histoire des peuples bantou.

Elle devra définir un certain nombre d'objectifs, à court terme et prioritaires (mise en place d'institutions, législation dans le domaine, sauvegarde d'urgence de grands sites menacés...) et à long terme (entraide d'un pays à l'autre, grands chantiers multinationaux, revue de haut niveau international venant en complément du bulletin NSI, etc...).

Elle devra constituer un bureau exécutif pouvant agir aussi bien auprès des différents gouvernements qu'auprès d'associations régionales déjà existantes (Association Panafricaine, Association d'Afrique de l'Ouest...) et c'est là que le CICIBA doit jouer son rôle de coordination et de courroie de transmission.